

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 12/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHRO LA SOURCE**

14 avenue de l'Hôpital  
45000 Orléans

Références : VAT20230612  
Code AIOT : 0010000972

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2023 dans l'établissement CHRO LA SOURCE implanté 14 avenue de l'Hôpital 45000 Orléans. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHRO LA SOURCE
- 14 avenue de l'Hôpital 45000 Orléans
- Code AIOT : 0010000972
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La blanchisserie de l'hôpital de la Source lave le linge hospitalier de ses établissements (CHU et 3 EPHAD).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- La situation administrative des activités au regard de la réglementation ICPE,
- La gestion de l'eau dans l'entreprise (prélèvements, rejets, déclarations, sécheresse...).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prélèvements [DOC]	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.1.1.	/	Sans objet
6	Isolement des milieux [SITE]	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.2.4.1.	/	Sans objet
9	valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.3.9	/	Sans objet
11	Surveillance eaux blanchisserie	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008 article 9.2.3.1	/	Sans objet
12	Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
14	Étiquetage	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 7.5.2	/	Sans objet
15	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 7.5.3	/	Sans objet
16	Gestion des rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 7.5.5	/	Sans objet
21	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 1.2.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements [DOC]	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.1.1.	/	Sans objet
3	Prélèvements [DOC]	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 4.1.1.		
4	Plan des réseaux [DOC]	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Protection des réseaux [SITE]	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.2.4	/	Sans objet
7	Entretien et conduite des installations de traitement [DOC, SITE]	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.3.4	/	Sans objet
8	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.3.5	/	Sans objet
10	Surveillance Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 9.2.3.1	/	Sans objet
13	Champ d'exclusion AM sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
17	Limitation quantités	Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 7.5.6	/	Sans objet
18	Débit spécifique	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Article 35	/	Sans objet
19	Délai déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Sans objet
20	GEREP site Internet	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvements [DOC]

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.1.1.		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :		
<b>Origine de la ressource</b>	<b>Nom de la commune du réseau</b>	<b>Prélèvement maximal annuel (m³)</b>
Réseau public	Orléans	304775
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.		
<b>Observations :</b> La déclaration GEREP des données 2022 fait état d'un prélèvement d'eau (de ville) de 194 383 m³.  L'exploitant transmet également une déclaration à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

### N° 2 : Prélèvements [DOC]

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.1.1.		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.		
<b>Constats :</b> <b>[C1]</b> L'exploitant transmettra l'historique de la consommation spécifique (moyenne annuelle) des activités de la blanchisserie depuis 10 ans.		
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir de levier pour diminuer la consommation d'eau dans le cadre des activités de blanchisserie, et que, par contre, la consommation spécifique des activités de la blanchisserie a diminué. Sa consommation spécifique est passée de 10 à 4,5 litres/kg de linge traité. L'exploitant a exprimé des inquiétudes s'il s'avérait nécessaire de diminuer encore ce paramètre.  Les autres postes de consommation de l'hôpital sont l'arrosage des espaces verts (environ 2 000 m³/an) et le bassin d'agrément (qui est en circuit fermé).  L'exploitant indique réaliser un suivi mensuel des compteurs d'eau sur les différents postes pour identifier les fuites.  L'exploitant a indiqué avoir déplacé la campagne de vérification des hydrants en période automnale.		
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

**N° 3 : Prélèvements [DOC]**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits au delà d'un débit de 10 m <sup>3</sup> /jour.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Il n'y pas d'équipement de ce type selon l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Plan des réseaux [DOC]**

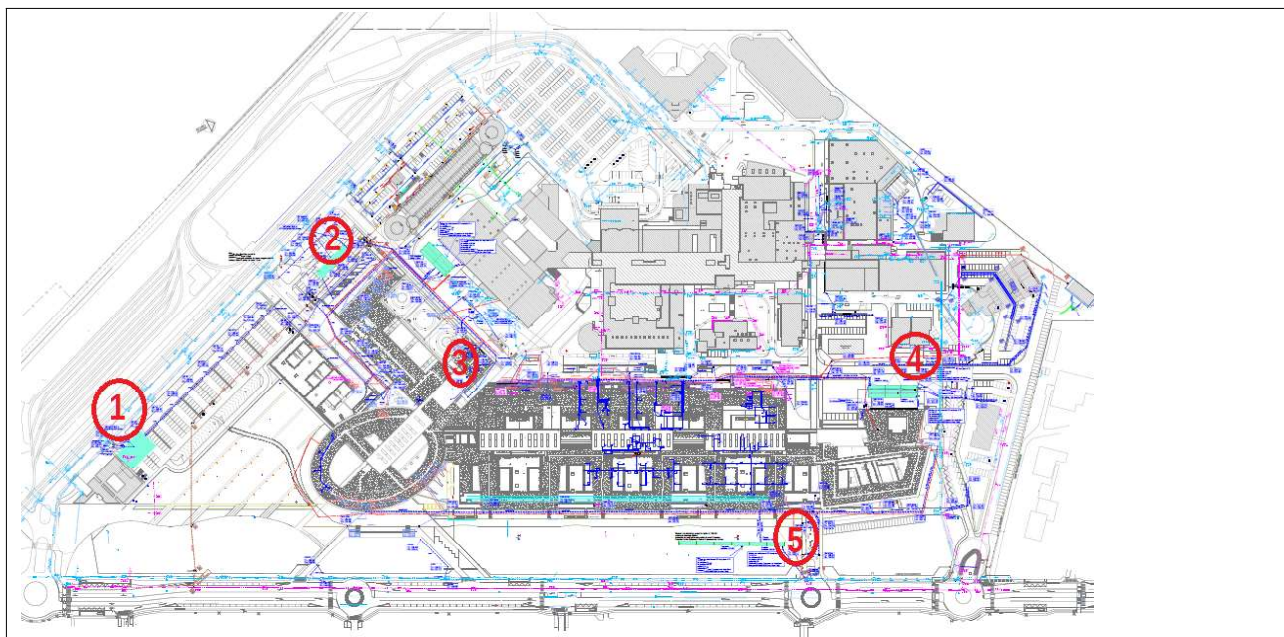
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et dates. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'inspecteur a consulté le plan des réseaux (Voiries et Réseaux Divers), daté de 2023. Il fait apparaître l'ensemble des réseaux associés aux rejets (eaux pluviales, eaux usées).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Protection des réseaux [SITE]

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'inspecteur a constaté qu'au niveau du point de rejet direct du tunnel de lavage, au point de rejet de la blanchisserie (regard soulevé) et à un autre point en aval du site, les effluents sont mousseux dans les deux premiers exutoires et clairs dans le dernier regard (là où se déversent aussi les eaux sanitaires de la zone déchets). Ces effluents ne présentent pas d'odeur particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Isolement des milieux [SITE]

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.2.4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> <b>[C2]</b> L'exploitant précisera le mode opératoire permettant l'isolement du site vis-à-vis des eaux usées du site. Il n'y a pas de consigne relative à l'isolement du site. L'exploitant doit transmettre les capacités des bassins 3 et 4 marqués sur le plan
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que le milieu extérieur est isolé par les 3 pompes de relevage des eaux pluviales et des eaux usées nécessaires au rejet, le site étant localisé sous le niveau de la rue et donc des points de déversement dans le réseau communal. Il est donc possible d'isoler le site par coupure de l'alimentation des pompes de relevage assurant le rejet. L'exploitant n'a pas de consigne particulière pour arrêter les pompes (l'action à réaliser est de sectionner électriquement les pompes).  Au niveau de l'évacuation des eaux pluviales, il y a des "Tubo Sider", équipement permettant d'écrêter le débit de fuite. Par contre il n'y a pas de bassin d'orage au niveau des eaux pluviales. Selon l'exploitant, il n'y a pas de bassin d'orage, mais 5 bassins de rétention enterrés. En bleu clairs sur le plan joint. En partant en bas à gauche du plan et en tournant dans le sens des aiguilles d'une montre cela donne : 1/Bassin enterré de capacité 195 m <sup>3</sup> , 2/Bassin enterré de capacité 100 m <sup>3</sup> , 3/Bassin enterré de capacité, pas d'information sur le volume, 4/Bassin enterré de capacité, pas d'information sur le volume, 5/Bassin enterré de capacité 500 m <sup>3</sup> .



**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Les rejets aqueux de la blanchisserie font l'objet des traitements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- bassin de décroissance thermique</li><li>- bassin de décroissance physique (dégrillage).</li></ul> Il n'y a plus de pré-traitement des rejets. Avec le changement des produits de lavage, le pH du rejet est autour de 8, alors qu'auparavant le rejet était autour de 10, ce qui nécessitait l'utilisation d'acide sulfurique en neutralisation.  Entre le point de rejet de la blanchisserie et le rejet final dans le réseau d'eaux usées communal (au niveau de la voirie), il y a une distance de 500 m. La température a donc le temps de diminuer. L'exploitant dispose d'un échangeur au niveau des rejets pour réchauffer les eaux de lavage en entrée de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Localisation des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.3.5						
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU						
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes [...] :						
Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°1					N°2
Nature des effluents	Eaux vannes (Eaux usées)	Eaux usées cuisine	Eaux résiduaires de la blanchisserie	Fabrication de médicaments (lavage des équipements)	Purge des installations de combustion	Eaux pluviales
Estimation rejets journaliers	450 m3/jour	140 m3/jour (compris dans les eaux usées)	81 m3/jour	Sans objet	Sans objet	
Exutoire du rejet	Eaux usées de la ville d'Orléans					Eaux pluviales de la ville d'Orléans
Traitement avant rejet	Bac de décantation et poste de relevage	Déboureur -- séparateur à graisses	2 bacs de décantation et de décroissance thermique			Séparateur d'hydrocarbures ou percolation à travers filtre et dégradation par végétaux. Séparateur d'hydrocarbure sur sur le parking silo 1 & 2 + sur hélisation + 1 au niveau du quai de livraison UCPA
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	STEP de l'agglomération	STEP de l'agglomération	STEP de l'agglomération		STEP de l'agglomération	STEP de l'agglomération
Spécificité	Les eaux vannes transitent par 2 bassins de refoulement					2 bassins de rétention de 100 m3/s
Autres dispositions	Autorisation de raccordement					
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.						
<b>Observations :</b> Sur le site se trouvent 3 postes de relevage : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Point de rejet Eaux Usées (EU) (hospitalière),</li> <li>- Point de rejet blanchisserie (point dédié) qui se rejette dans le réseau général,</li> <li>- Point EP : Point vers le réseau des eaux pluviales de la ville d'Orléans.</li> </ul> <p>L'exploitant a remis à l'inspecteur un relevé du dispositif de lavage qui fait état pour le 18/10/2023 d'un volume d'eau consommé de 42,13 m³/j. L'exploitant indique qu'en 2016, le volume journalier consommé était le double de celui-ci.</p> <p>L'inspecteur n'a pas fait l'inventaire des points de rejet des eaux pluviales.</p>						
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite						
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet						

**N° 9 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            5,5&lt; pH &lt;8,5            Température : &lt; 30 °C            MES : 600 mg/l (trimestrielle)            DCO : 2000 mg/l (trimestrielle)            DBO5 : 800 mg/l (trimestrielle)            HCT : 10 mg/l si flux &gt; 100 g/j (trimestrielle)            NTK : 150 mg/l</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• substance extractible à l'hexane (SEH)* : 300 mg/l</li> <li>• indice phénols* : 0,3 mg/l si flux &gt; 3 g/j</li> <li>• chrome hexavalent* : 0,1 mg/l si flux &gt; 1 g/j</li> <li>• cyanures* : 0,1 mg/l si flux &gt; 1 g/j</li> <li>• AOX* : 5 mg/l si flux &gt; 30 g/j</li> <li>• arsenic et composés* : 0,1 mg/l si flux &gt; 1 g/j</li> <li>• métaux totaux* : 15 mg/l si flux &gt; 100 g/j</li> <li>• mercure Hg : 0,05 mg/l</li> </ul> <p>* ces VLE ne sont pas applicables aux polluants spécifiques qui ne sont pas susceptibles d'être émis.</p>
<p><b>Constats :</b>  <b>[C3]</b> Les matières en suspension n'ont pas été analysées aux points de rejet : "Point n°1" : Algecco, "Point n°2" : Avenue de l'hôpital, "Point n°3" : Pharmacie.            L'exploitant doit indiquer à quels types d'effluents correspondent les points de rejet susvisés.            L'exploitant doit caractériser les effluents de la blanchisserie vis-à-vis des substances visées aux tableaux 3, 4 et 5 de l'article 37 de l'arrêté du 14 janvier 2011.</p>
<p><b>Observations :</b>            L'exploitant a transmis le rapport de contrôle réalisé le 18 mai 2022 sur les effluents de l'établissement, par la société IRH (rapport n°CEN190325-22-33-R0). Les points de rejets analysés ont été :            - "Point n°1" : Algecco            - "Point n°2" : Avenue de l'hôpital            - "Point n°3" : Pharmacie</p> <p>Les valeurs sont conformes. Par contre les MES n'ont pas été analysées, et la valeur limite du rapport pour l'arsenic est noté 0,1 µg/l alors que c'est 100 µg/l.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Surveillance Eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 9.2.3.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre. [...] Eaux sortie blanchisserie :			
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant		
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Méthode d'analyse
Eaux sortie blanchisserie			
pH	Mesure ponctuelle	Continu	NF T 90-008
T°	Mesure ponctuelle	Continu	
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.			
<b>Observations :</b> L'inspecteur a constaté la surveillance en continu de la température et du pH des rejets de la blanchisserie. L'exploitant réalise un relevé manuel (matin et après-midi) du pH.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

## N° 11 : Surveillance eaux blanchisserie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 9.2.3.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre. Elles peuvent être renforcées par les conditions précisées dans l'autorisation de raccordement :			
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant		
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Méthode d'analyse
Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur			
Volumes rejetés	Continu	Continu	
pH	Mesure ponctuelle	Quotidien	NF T 90-008
T°	Mesure ponctuelle	Quotidien	
MES	Prélèvement 24h	Trimestriel	NF EN 872
DCO	Prélèvement 24h	Trimestriel	NF T 90-101
DBO5	Prélèvement 24h	Trimestriel	NF T 90-103
HCT	Prélèvement 24h	Trimestriel	NF T 90-114
Substances extractibles à l'hexane (SEH) (1)	Prélèvement 24h	Annuel	
Indice phénols (1)	Prélèvement 24h	Annuel	XP T 90-109
Chrome hexavalent (1)	Prélèvement 24h	Annuel	
Cyanures (1)	Prélèvement 24h	Annuel	ISO 6-703/2
AOX (1)	Prélèvement 24h	Annuel	NF EN 1485
Arsenic et composés (1)	Prélèvement 24h	Annuel	
Métaux totaux (1)	Prélèvement 24h	Annuel	
Mercuré Hg	Prélèvement 24h	Annuel	NF T 90-131, NF T 90-113
Eaux sortie blanchisserie			
pH	Mesure ponctuelle	Continu	NF T 90-008
T°	Mesure ponctuelle	Continu	

<b>Constats :</b> <b>[C4]</b> L'exploitant transmettra les éléments de surveillance des rejets de la blanchisserie.
<b>Observations :</b> La température et le pH sont analysés en continu. La fréquence de surveillance des autres paramètres n'a pas été abordée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Déclaration GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> <b>[C5] Aucune déclaration GIDAF n'a été transmise à l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Champ d'exclusion de l'AM sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU/Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</li><li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li><li>- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li><li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li><li>- production, distribution et cogénération d'électricité ;</li><li>- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li><li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li><li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li></ul> 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.

<b>Observations :</b> L'installation inspectée étant la blanchisserie de l'hôpital, elle entre dans la catégorie "- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé" et est donc exemptée au titre de l'article 3-1 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> <b>[C6]</b> L'exploitant vérifiera si le contenant de produit "Cool Care" est à étiqueter selon le règlement CLP.
<b>Observations :</b> L'inspecteur a constaté que les contenants de produits lessiviels du local de stockage sont étiquetés avec la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.  Un contenant de produit Cool Care ne portait pas de mention de danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres (200 litres pour les matières comburantes), la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans tous les cas, 800 l minimum (600 litres pour les matières comburantes) ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres (600 litres pour les matières comburantes).</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même rétention.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>[C7] Présence d'un bidon de lessive (« Ultimate Delicate ») de 25 litres sans rétention sous un tunnel de lavage et à proximité immédiate du point de rejet.</b></p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'inspecteur a constaté la présence d'un bidon de lessive de 25 litres sans rétention sous un tunnel de lavage et à proximité immédiate du point de rejet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 16 : Gestion des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> <b>[C8] L'exploitant vérifiera que les produits entreposés dans le local de produits lessiviels sur une même rétention sont compatibles entre eux.</b>
<b>Observations :</b> L'inspecteur a constaté dans le local de produits lessiviels que les produits sont tous présents sur rétention, certains sur rétention dédiée, d'autres sur rétention partagée. En particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une rétention unique pour CoolCare en GRV et Ultimate Power en GRV et 3 bidons (2 de Lumisept concentré et 1 Aquadiv),</li> <li>- une rétention avec 2 fûts de 200 litres de Cool3 Green, 1 fût de 100 litres de Power Extract et 2 bidons de 20 litres de Lumisept concentré).</li> <li>- une rétention avec 2 fûts de 200 litres d'Ultimate Neutra</li> <li>- une rétention avec 1 fût d'Ultimate Neutra et 1 fût de bisoft Duo.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que c'est le fournisseur des produits lessiviels qui place les produits sur rétention. L'inspecteur a indiqué que certains fournisseurs procurent des tableaux présentant les incompatibilités par noms de produits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Limitation des quantités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'inspecteur n'a pas constaté la présence de produits dans l'atelier, les produits lessiviels sont entreposés dans un local dédié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Débit spécifique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le débit maximal journalier spécifique autorisé est de 30 m <sup>3</sup> /tonne de linge.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 19/10/2023, l'exploitant a montré les tableaux de suivi de son activité qui indiquent par exemple en juin 2023 : Tunnel 1 : 4,62 et 5,44 l/kg (pour chaque tunnel). Il n'y a pas d'activité saisonnière car auparavant il y avait des trous d'activité en août ce qui n'est plus le cas actuellement.  Vu le relevé de compteur 2023 (relevé quotidien) : 28 023 m <sup>3</sup> à fin de semaine 40 sur les deux tunnels.  Ramené à la quantité de lavage de linge traité : 2 169 666 kg à fin de semaine 40 soit 7 litres par kg. Cette valeur étonne l'exploitant qui trouve cela semble trop élevé et prévoit de vérifier les données d'entrée.  Le débit spécifique maximal autorisé par l'arrêté ministériel (30 m <sup>3</sup> /tonne soit 30 l/kg) est respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 19 : Délai déclaration GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b> « La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. Pour les installations classées relevant du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, la date ci-dessus est remplacée par celle fixée par l'article R. 229-20 du code de l'environnement. »
<b>Constats :</b> La déclaration des données 2022 a été transmise le 31 mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère « en charge des installations classées » prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement. Ce service peut demander à l'exploitant de modifier, compléter ou justifier tout élément de sa déclaration. Ces modifications, compléments ou justifications sont transmis dans un format identique à celui de la déclaration initiale.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> La déclaration a été réalisée sur le site Internet dédié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2008, article 1.2.1				
<b>Thème(s) :</b> Autre, Situation administrative				
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.				
Rubrique	Alinea	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Quantités autorisées
2340	1	A	Blanchisseries, laveries de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345. La capacité de lavage de linge étant supérieure à 5 t/j	Capacité de lavage : 10 t/j
[...]				
<b>Constats :</b> <b>[C9]</b> L'exploitant disposant d'une autorisation environnementale, il doit transmettre le dossier de porter à connaissance relatif à ses modifications au titre du R. 181-46 du code de l'environnement à la Préfecture du Loiret. <b>[C10]</b> Dépassement de la capacité maximale de linge traité autorisée.				
<b>Observations :</b> Suite à la modification de la rubrique 2340 par le Décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010, le site relève désormais du régime de l'enregistrement (la rubrique 2920 qui était au régime de l'autorisation dans l'arrêté préfectoral du 18/08/2008 ayant été supprimée par le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018).  Le représentant de l'exploitant a expliqué avoir pris ses fonctions en 2007, que l'autorisation liée à la création du nouvel hôpital est arrivée en 2008, et que depuis le projet a évolué et que la nomenclature a évolué également. Un porter à connaissance avait été initié en 2013 mais il n'a pas été finalisé par le maître d'œuvre. Ce porter à connaissance a été mis à jour en début d'année 2023 et déposé sur le site service-public.fr le 26/01/2023. La téléprocédure utilisée est la modification d'une installation classée au régime de la déclaration. Les rubriques indiquées dans le dossier sont 1185, 4441, 4725, 4734 (régime D ou DC), ces rubriques n'apparaissent pas dans l'arrêté préfectoral. La téléprocédure utilisée n'a pas d'assise juridique car il s'agit d'une modification sur un site disposant d'une autorisation environnementale. L'exploitant doit déposer un porter à connaissance au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement à la Préfecture du Loiret.  L'inspecteur a demandé à l'exploitant si les activités de la blanchisserie pouvaient être concernées par la rubrique 2330 : Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas de reprise de couleurs dans les procédés de lavage. Il n'y a pas d'utilisation de chlorures, ni de javel, car c'est interdit. Le blanchiment du linge est réalisé avec de l'oxygène actif à forte concentration injecté dans le tunnel de lavage, il n'y a pas d'installation spécifique dédiée. Cela sert aussi de désinfectant. Ces activités n'entrent pas dans le cadre de la rubrique 2330.  La blanchisserie lave le linge du personnel, des patients, les draps de l'hôpital et aussi des établissements relevant de la structure (3 EPHAD).  Le volume de linge lavé est en moyenne journalière sur 2023, de 10,848 tonnes/j.				

Au jour de l'inspection, à 15h24 : 10 tonnes de linge ont été lavées, selon l'exploitant le volume lavé ce jour atteindra 11,5 Tonnes environ.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet